

En guise d'introduction, la paix par la globalisation
Jacques Fontanel

In Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes.
Direction Jacques Fontanel
Débats, PUG, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 2007.

Résumé : Les économistes ont (presque) toujours considéré la paix comme une donnée, notamment depuis que la pensée libérale domine les méthodes et les pensées de la science économique. Ce n'était pas le cas dans le passé, avec les analyses morales, philosophiques et économiques d'Adam Smith, Karl Marx ou Keynes. Depuis quelques années, un groupe d'économistes réintègrent la question de la sécurité internationale dans leurs analyses à l'instar de Kenneth Arrow, Kenneth Boulding, Lawrence Klein, J.K. Galbraith, Jan Tinbergen, Amartya Sen, Walter Isard, Lester Thurow ou Ron Smith. L'économie ne peut ignorer les conflits qu'elle provoque souvent ou qu'elle permet d'éviter par la dissuasion. Les valeurs humaines doivent être privilégiées au regard des valeurs marchandes et de la violence que ces dernières peuvent engendrer.

Economists have (almost) always considered peace as a given, especially since liberal thought dominates the methods and thoughts of economics. This was not the case in the past, with the moral, philosophical and economic analyzes of Adam Smith, Karl Marx or Keynes. In recent years, a group of economists have been reinterpreting the issue of international security in their analyzes like Kenneth Arrow, Kenneth Boulding, Lawrence Klein, JK Galbraith, Jan Tinbergen, Amartya Sen, Walter Isard, Lester Thurow or Ron Smith . The economy can not ignore the conflicts it often causes or that it can avoid by deterrence. Human values must be privileged in light of the market values and the violence that these can engender.

Mots : Economie de la paix, guerre, globalisation, peace economics, war, globalization, Kenneth Arrow, Kenneth Boulding, Lawrence Klein, J.K. Galbraith, Jan Tinbergen, Amartya Sen, Walter Isard, Lester Thurow

Avec la nouvelle guerre qui s'annonce en Irak, le développement violent des conflits ethniques et une globalisation de plus en plus contestée, une réflexion

d'ensemble sur l'évolution du monde s'impose. Or, les économistes se sont souvent cantonnés dans des réflexions abstraites, parfois sans rapport étroit avec les événements politico-économiques de notre temps. Pourtant, aux XVIII^e et XIX^e siècles, ils étaient aussi de grands philosophes, d'Adam Smith à Stuart Mill en passant par Karl Marx (1848) ou des penseurs tournés vers les solutions sociétales de court et long termes (Keynes ou List). Puis, dans un souci de précision et de rigueur scientifique, ils ont privilégié les réflexions quantitatives et mathématiques, en appliquant un paradigme d'hypothèses convenues restrictives, susceptibles d'être plus ou moins distendues. Aujourd'hui, avec la globalisation, la transition systémique ou les conflits guerriers, les discours des économistes font, à nouveau, appel aux réflexions philosophiques, politiques et éthiques. Ils cherchent à introduire de nouvelles relations étroites entre leurs connaissances scientifiques et les considérations politico-stratégiques de court et de moyen terme qui modifient les conditions économiques du processus de la globalisation.

L'association E.C.C.A.R. (Économistes contre la course aux armements) est la branche française de E.C.A.A.R. (Economists against arms race, qui est devenue ensuite « Economists allied for arms reduction »). Elle se propose de promouvoir la paix et la lutte contre la pauvreté. Elle compte plusieurs prix Nobel d'économie¹ parmi ses membres, comme Kenneth Arrow, Douglas North, Lawrence Klein, Amartya Sen ou Franco Modigliani, et des économistes aussi connus que J.K. Galbraith (dont le fils James est le président de ECCAR), Michael Intriligator ou Jeffrey Sachs. Même si les moyens adéquats pour parvenir à ces fins ne font pas l'objet d'un consensus suffisant, E.C.C.A.R. s'inscrit cependant dans une démarche de refus d'une économie de conflits et de domination, en faveur d'une économie pacifiée, soucieuse du bien-être des citoyens. Elle propose aussi une réflexion générale pour lutter contre l'idée de l'inévitabilité de la guerre et d'un processus cumulatif de course aux armements conduisant inexorablement les États dans leur recherche militaire de sécurité, par la simple expression automatique de l'action-réponse, aux conflits armés. Ce mouvement cherche à regrouper les forces de l'ensemble des tendances politiques non xénophobes ou racistes pour soutenir toutes les forces de paix, notamment dans l'ordre économique. Si l'étude de cette association est intéressante, elle ne suffit évidemment pas à épuiser à elle seule les questions géoéconomiques de la mondialisation, du couple guerre-paix et de la sécurité internationale.

Les clivages politiques ont peu d'effets sur les études économiques entreprises, au regard de l'importance des conceptions théoriques divergentes qui

caractérisent la discipline économique. Il existe au moins cinq courants de pensée, qui cohabitent dans le souci d'éviter qu'une course aux armements auto-entretenu ne conduise à une guerre cataclysmique.

La globalisation, facteur de paix

D'abord, pour les tenants de la théorie de la globalisation, les interdépendances économiques croissantes tendent à réduire l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie. La généralisation des règles du marché constitue un facteur de solidarité et de paix. L'idée de la pacification inéluctable des relations internationales par l'essor du commerce international remonte aux origines de la théorie classique, pour laquelle la multiplication des interdépendances économiques, fondées sur les principes du marché, accroît la prospérité économique de chaque nation participant aux échanges, tout en conduisant à la diminution du rôle économique de l'État. Dans cette logique, le politique devrait s'effacer progressivement devant les impératifs économiques. Cette conception constitue aussi une volonté d'affirmation d'une science économique comme discipline propre, non polluée par les préoccupations politiques de court terme.

Trois postulats de base ont dès lors accompagné les développements ultérieurs de la théorie dominante. D'abord, le développement du commerce international, dans le respect des valeurs libérales, est un facteur de paix, laquelle paix est la situation normale de l'économie de marché. Ensuite, l'amélioration de la connaissance de la science économique favorise à la fois le développement économique et le désarmement. Enfin, l'économie internationale a subi des transformations structurelles irréversibles, qui remettent en cause le rôle économique de l'État, et donc toute manifestation de « guerre économique » (et même de guerre militarisée). La fin du rôle économique des États est inscrite dans la logique pacifique et plutôt bienveillante du libéralisme proposé par les fondements du capitalisme. Dans ces conditions, la lutte contre la course aux armements constitue d'abord un refus des idées nationalistes, mercantilistes, socialistes ou communistes. Il s'agit d'empêcher que ces idées non libérales ou militaristes, fondées sur l'exercice de la puissance d'Etat, conduisent à court terme à une guerre, qui ferait régresser les perspectives de paix contenues dans l'économie de marché.

La lutte des classes

Le courant marxiste transpose l'analyse de la lutte des classes au niveau international, faisant de ce principe fondateur l'explication des conflits internationaux, quelle que soit leur nature. Toute tension internationale trouve son origine dans les contradictions fondamentales du système capitaliste, qui conduit inéluctablement à la crise, à l'exploitation des travailleurs et, par extension, à l'exercice de l'impérialisme à l'encontre des nations les moins industrialisées ou développées. Autrement dit, les conflits et la guerre des classes et des nations sont inscrits dans les fibres même du capitalisme. La revendication de la paix internationale passe par le respect des valeurs collectives et le refus de tous les asservissements, de toutes les dominations. Si cette pensée n'est pas vraiment développée en Amérique du Nord, elle n'en est pas moins encore largement véhiculée par l'idéologie marxiste, présente surtout dans la version française de E.C.C.A.R. (les militants du Parti communiste, notamment) et celle de Grande-Bretagne (Paul Dunne ou Ron Smith). Cependant, dans un acte provocateur, John Kenneth Galbraith a signé la préface d'un rapport commandité par la Présidence des Etats-Unis sur l'utilité des guerres, qui avait été ensuite enterré du fait de ses conclusions. Il met en évidence l'intérêt indéniable pour l'économie américaine de la menace de guerre, comme si le développement de cette dernière dépendait, au moins en partie, de la peur des conflits armés et de la recherche excessive de sécurité. La course aux armements est un facteur de cohésion sociale dans des sociétés marchandes profondément inégalitaires. Elle est aussi un facteur important de l'hégémonie des pays les plus développés, et notamment des Etats-Unis (Claude Serfati).

La place des États

Pour Reich, conformément à la politique de Bill Clinton (dont il était l'un des conseillers les plus écoutés), un pays doit être conduit comme une entreprise, dans ses relations de concurrence et de compétition. La désintégration inéluctable des économies nationales risque d'accroître l'insécurité et la paupérisation. Par une politique industrielle adaptée, les États-Unis sont destinés à être le seul arbitre d'une économie désormais globalisée, dans le cadre d'une paix internationale contrôlée. Dans cette perspective, les États cherchent à promouvoir leurs intérêts propres sur la scène mondiale, mais l'exemple de la société américaine, fondée sur la démocratie et la liberté, est en soi un facteur de paix internationale. Cette conception, qui fait l'hypothèse du caractère progressiste de la société américaine, est souvent partagée par les économistes d'outre-Atlantique, quelles que soient par

ailleurs leurs convictions théoriques. Le désarmement conduit à une amélioration des conditions de vie, à condition de réussir le processus de la conversion.

La domination des riches

De nombreux économistes, notamment ceux en provenance des pays en développement (comme Amartya Sen) ou des économies en transition (comme Stanislav Menschikov), considèrent que la mondialisation, facteur de conflit, n'est souvent (mais pas seulement) que l'expression économique de la domination des pays riches, au détriment des peuples pauvres et des exclus. Le conflit militaire est remplacé par la guerre économique, qui est d'abord et avant tout un problème de puissance, laquelle s'exprime dans toutes les dimensions de la vie sociale et culturelle. La volonté de développement économique au détriment des autres nations peut se traduire par des stratégies d'exportations paupérisantes, ou de type « beggar-thy-neighbour », ou encore de sous-développement comme facteur du développement. Par ailleurs, les sanctions en vue de provoquer des dommages économiques importants à un pays pour qu'il change de politique (apartheid, violation des droits des minorités, tyrannies etc.) constituent un instrument de puissance incontestable. L'idéologie de la mondialisation par le marché n'est en réalité que la mise en avant de la pensée dominante, dont l'objectif est le maintien, sans coercition, de l'hégémonie américaine.

Dans ces conditions, la conquête des marchés se substitue, au moins partiellement, à l'invasion territoriale. Il s'agit d'une guerre permanente, engagée par les nations et leurs entreprises, en vue de l'obtention d'un partage plus favorable aux intérêts nationaux de la production mondiale. Les restrictions et les obstacles douaniers, les contingentements, les normalisations industrielles, l'espionnage et l'intelligence économiques, le contrôle direct ou indirect des marchés financiers, la recherche constante de « monopoles » sont autant d'armes aussi destructrices qu'efficaces pour recomposer la hiérarchie internationale des puissances au profit des États qui les utilisent. La résurgence du protectionnisme et des guerres commerciales entre grands blocs régionaux est à craindre. Les firmes multinationales, qui appartiennent le plus souvent aux États membres des pays les plus puissants économiquement, participent au processus de régionalisation économique, car elles restent attachées à leur pays d'origine. Dans ce système de blocs pratiquant entre eux un commerce « administré », la compétition n'est plus militaire mais économique (Fontanel). L'État est alors sollicité pour pallier la faible compétitivité de l'économie nationale, en assurant notamment la diffusion des technologies militaires vers le secteur civil. L'armement est un facteur

d'innovation dans certains secteurs économiques (Fontanel, Ward). Il est alors impossible de dissocier les objectifs de sécurité économique et militaire.

La guerre est aussi économique

Le renouveau de l'analyse institutionnaliste et historique met en évidence le fait qu'il n'existe pas un mais plusieurs types de capitalismes, plus ou moins bien adaptés à la guerre économique. Ces analyses ont, en leur temps, défendu la thèse du déclin du modèle anglo-saxon de capitalisme, et donc de l'économie américaine, sauf en cas de renouvellement (Kenneth Galbraith ou Lester Thurow). Le lien entre les secteurs économiques et militaires joue un rôle essentiel pour la puissance économique nationale, mais ce sont les pays qui perçoivent les enjeux de la « guerre économique » qui sont aujourd'hui les mieux placés dans la concurrence économique internationale (Jean-Paul Hébert). La réflexion sur les formes possibles de capitalisme reste fructueuse pour expliquer l'évolution de la concurrence internationale et la recomposition des relations économiques internationales, selon des modes plus ou moins conflictuels (Douglas North). La question qui se pose est de savoir s'il faut développer des biens publics internationaux (Jurgen Brauer), notamment celui de la sécurité mondiale, par la réduction progressive des dépenses militaires. La fin du XX^e siècle est ainsi marquée par la résurgence des débats sur la relation entre la puissance économique et la puissance militaire nationales. Le rôle que doit jouer l'État à ce niveau est discuté, renouvelant ainsi l'opposition existant au XVIII^e siècle entre les mercantilistes et les partisans du laissez-faire. L'économie constitue parfois une arme au service de la puissance étatique. La concurrence internationale, avec les morts des miséreux dans un monde de richesses, s'apparente parfois à une guerre ou une lutte pour la survie. Les conflits prennent des formes multiples qui rendent très opaque l'analyse de la distribution des pouvoirs réels et des richesses.

Le refus de la guerre

Compte tenu de l'importance des divergences entre les membres de l'Association, on peut bien se demander ce qui réunit encore ses membres sur la question cruciale de la mondialisation, si ce n'est le refus de la guerre et des conflits. Les réponses sont simples.

- D'abord, une guerre mondiale aurait des conséquences épouvantables pour l'humanité ; dans ces conditions, il faut certes rechercher les causes théoriques des conflits, mais aussi empêcher, autant que faire se peut, leur réalisation guerrière.

- En outre, la course aux armements constitue un acte contre-économique, en ce sens qu'elle accroît les coûts et réduit le bien-être, tout en ne fournissant pas une amélioration du besoin de sécurité ; dans ces conditions, il est nécessaire d'inciter les États en situation de belligérance à négocier une réduction de la charge du fardeau et à réduire ainsi la puissance des armes disponibles, ce qui rend l'attaque « opportuniste » moins incitative.
- Enfin, la recherche de la paix passe aussi par le refus des dominations, des inégalités excessives et de la pauvreté mondiale.

Pour Amartya Sen, il n'existe pas de choc des civilisations. Les hommes sont pluriels, ils ne peuvent pas se résumer en une seule caractéristique, qu'elle soit religieuses, politique, culturelle, morale ou marchande. Dans ces conditions, il est préférable de ne pas réifier l'homme, dont les multiples dimensions sont, au fond, un bouclier contre les guerres. A la suite, Xavier Greffe s'interroge sur une analyse économique de l'exception culturelle dans le cadre du processus de globalisation. Pour lui, la globalisation fait peser de lourdes menaces sur les références culturelles, sans même engager des processus intelligents de dialogue et d'enrichissement mutuel. Il faut en revenir à l'analyse des « valeurs » humaines, si les économistes ne veulent pas que leurs analyses techniques ne deviennent insignifiantes. Or, le leadership américain ouvre peu d'ouverture au dialogue. Jacques Fontanel et Fanny Coulomb s'interrogent sur l'avenir de « l'empire américain », souvent vilipendé et annoncé en déclin. Les Etats-Unis sont à un tournant de leur histoire avec la solution apportée à la crise irakienne. Si le Président Bush ne reçoit pas suffisamment de soutien international dans cette guerre qui s'annonce, le résultat immédiat risque de cacher les conséquences à plus long terme, notamment les germes d'un antiaméricanisme violent, que seule une puissance militaire et de sécurité internationale pourra contenir, au prix d'un fardeau de défense croissant.

Pour Kenneth Arrow, la globalisation est un phénomène plus vieux que le monde, dont seule l'expression est originale aujourd'hui. Si le processus de mondialisation présente d'incontestables dangers, les avantages qui peuvent en être retirés dépassent les inconvénients. Il faut engager un processus de contrôle démocratique et considérer que le gouvernement des Etats-Unis a toujours une aversion pour les conflits. Pour Claude Courlet et Jacques Fontanel, la globalisation d'aujourd'hui se caractérise par la domination des valeurs marchandes, la standardisation de l'information et les disparités du savoir, l'uniformisation des cultures, l'essor de la criminalisation et du terrorisme, la fin

du travail industriel et des solidarités sociales, les menaces contre les écosystèmes et la démocratie, la persistance de la pauvreté et du sous-développement. La globalisation présente des avantages économiques non négligeables, mais ce n'est certainement pas une panacée, car ils ne doivent pas faire oublier les déviances du système et le lot de souffrances quotidiennes des nombreux exclus de la globalisation.

La question de la paix n'a pas toujours intéressé les économistes qui l'ont toujours acceptée dans leurs hypothèses. Jurgen Brauer s'interroge sur la production de la paix comme un bien public mondial. L'application des concepts, analyses et techniques économiques permet de comprendre le coût de la défense, les comportements de « type « passager clandestin », les externalités positives ou négatives de la pacification des territoires voisins et les conditions de réalisation de la paix dans une situation d'information imparfaite. Nadège Alfred-Sheehan souligne l'importance du maintien de la paix pour le développement économique. Les opérations de « peacekeeping », véritables facteurs de développement économique, engagées par l'ONU sont importantes, mais coûteuses, elles fragilisent souvent le pouvoir de l'ONU du fait des retards de paiement, volontaires ou non, des principales puissances mondiales. Enfin, Lawrence Klein propose une réponse macroéconomique à la guerre. Aujourd'hui, les dividendes de la paix ont disparu et les dépenses militaires augmentent, au moins aux Etats-Unis. Or, ce type de dépense ne construit pas le futur et l'économie américaine risque de perdre son attraction dominante. L'incertitude qui plane sur les objectifs militaires américains rend plus erratique l'évolution des variables macroéconomiques. Ainsi, le fameux bouclier de défense contre les missiles nucléaires apparaît être un faux objectif, très onéreux en termes d'usage de ressources et il ne peut espérer produire des effets économiques intéressants, sauf à court terme, pour l'augmentation de l'activité économique et la création d'emplois.

Ainsi, la globalisation devait entraîner le désarmement, de fait la grande puissance s'engage de nouveau dans un effort militaire considérable. Le désarmement est en péril. Les Etats-Unis sont engagés dans une nouvelle course aux armements destinée à améliorer leur sécurité. Compte tenu de l'avance militaire dont le pays dispose, le reste du monde commence à s'inquiéter de cette tendance hégémonique.

Bibliographie :

Alfred-Sheehan, N. (2003), Le maintien de la paix pour le développement, in Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes ». Débats. PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Arrow, K. (2003), La globalisation et ses implications pour la sécurité, in in Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes ». Débats. PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Baran & Sweezy (1966), Le capitalisme monopoliste, Maspero,, Paris.

Boulding, K. (1962)n Conflict and Defense, Harper and Brown, Boston.

Brauer, J. (2003), La production de la paix, in Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes ». Débats. PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Chatterji, M. (2003), Note sur les techniques d'analyse applicables à l'économie de la paix, in J. Fontanel (1993, dir), « Economistes de la paix », PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Courlet, C., Fontanel, J. (2003), Les conséquences sociétales de la globalisation, in Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes ». Débats. PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Dunne, J-P (1990), The Political Economy of Military Expenditures : an introduction, Cambridge Journal of Economics, 14.

Fontanel, J. (1983), L'économie des armes, Repères. La Découverte, Paris.

Fontanel, J., Ward, M. (1993), Military Expenditures, Armaments and Disarmament, Defence Economics n°1.

Fontanel, J., Smith, R. (1990), The impact of strategy and measurement on models of French military expenditure, Defence economics. 1.

Fontanel, J., Smith, R. (1993), Les conséquences économiques de la paix, in J. Fontanel (1993, dir), « Economistes de la paix », PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (1993), La gestion économique du désarmement. Dix principes positifs, in J. Fontanel (1993, dir), « Economistes de la paix », PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J., Coulomb, F. (2003), L'avenir de l'empire américain, in Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes ». Débats. PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Galbraith, J.K. (1993), Le pouvoir économique autonome : une vue économique, in Fontanel, J. (2003) « Economistes de la paix », Débats. PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Grefte, X. (2003), Globalisation, civilisation et cultures, in Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes ». Débats. PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Hartley, K. (1993), Aspects économiques du désarmement, in J. Fontanel (1993, dir), « Economistes de la paix », PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Isard, W. (1993), Développements futurs et contributions potentielles à la sécurité internationale, in J. Fontanel (1993, dir), « Economistes de la paix », PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Kennedy, P. (1988), The Rise and fall of the great powers, Unwin-Hyman, London.

Klein, L.R. (1993), Développement et désarmement. La signification. in J. Fontanel (1993, dir), « Economistes de la paix », PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Klein, L.R. (2003), Guerre et réponse macroéconomique, in Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes ». Débats. PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Marx, K., Engels, F. (1848), *Le manifeste du parti communiste*, Coll 10/18, Paris.

Menshikov, S. (2003), *Economie de la paix en Russie*, in J. Fontanel (1993, dir), « Economistes de la paix », PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Schwartz, R. (1993), *Des épées aux charrues*, in J. Fontanel (1993, dir), « Economistes de la paix », PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Sen, A. (2003), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc des civilisations ?* in Fontanel, J. (2003), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes* ». Débats. PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Smith, R. (1977), *Military Expenditure and Capitalism*, *Cambridge Journal of Economics*, 1.

Smith, R., Fontanel, J. (1993) *Le couple désarmement-développement dans la pensée économique*, in J. Fontanel (1993, dir), « Economistes de la paix », PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Thurow, L. (1982), *Rising Military Expenditure*, *Commentary*, January.

Tinbergen, J. (1993), *Paix et économie*, in J. Fontanel (1993, dir), « Economistes de la paix », PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
